

La situation de l'Irlande pendant la crise

Après la crise grecque, celle que traverse l'Irlande est en fait le défi le plus grave auquel est confrontée la monnaie européenne depuis sa création. Le climat d'inquiétude créé par la crise des crédits immobiliers américains contribua à dissiper les illusions concernant l'unité de la zone euro. La Grèce, dont le déficit budgétaire et l'endettement avaient été dissimulés, fût la première à susciter la méfiance de ses créanciers. Vint ensuite, l'Irlande qui allait devenir la seconde cible de la méfiance des marchés.

L'année 2008 a marqué un tournant décisif pour le pays puisqu'elle a correspondu au krash financier parti des Etats-Unis. Celui-ci en effet, a ébranlé tout particulièrement l'Irlande de par l'éclatement de la bulle immobilière. Les banques, qui avaient largement financé les projets de construction, se retrouvent en grande difficulté comme la première banque du pays Aglo Irish Bank qui en 2009 a perdu plusieurs milliards d'euros et Dublin doit les recapitaliser pour leur éviter la faillite. Dans cette situation, l'Etat irlandais se trouve obligé de supporter (venir en aide) le système bancaire national en injectant 46 milliards d'euros et en rachetant des actifs risqués d'un montant de 31 milliards d'euros. Durant cette année, le taux de chômage a augmenté, la croissance s'est ralentie d'une manière éclatante entraînant le pays dans une grande récession.

Nous précisons qu'un actif risqué est un actif qui ne peut garantir, de manière certaine, les flux de rémunération et de remboursement d'un investisseur (particulier ou institutionnel). Un actif risqué est donc considéré comme ayant un risque de défaut.

Naguère, les banques irlandaises avaient la liberté de s'installer où elles voulaient en Europe ; personne ne contrôlait le rapport entre la taille de ces banques³⁷ et le pays où elles s'étaient fixées. Les banques irlandaise, avaient créé et nourri la bulle immobilière car elles avaient bénéficié du laxisme fiscal et réglementaire de ce pays. En s'endettant à des taux bas sur le marché financier européen, ces banques ont pu faire des prêts massifs et rémunérateurs qui apparaissaient sains puisque les prix de l'immobilier augmentaient fortement. Mais, la possibilité d'un retournement de l'évolution des prix (dû à la crise des *subprimes*) n'a jamais été envisagée. Et c'est en novembre 2010 qu'éclate la crise irlandaise.

L'Irlande, qui était naguère le meilleur élève de la classe libérale, avec le plus bas taux de dépenses publiques des pays de la zone, le plus bas taux d'imposition (avec des taux

³⁷ Fournier, A, « **Irlande un plan de sauvetage pour contrer la défiance des marchés** ». Le monde, 2010.

d'imposition sur les sociétés et des taux de cotisations sociales particulièrement bas), avec un excédent budgétaire de 2,5 % du PIB en 2006, avec une croissance particulièrement vigoureuse (en jouant de la concurrence fiscale, en bénéficiant de taux d'intérêt très faibles par rapport à son taux de croissance, en laissant se développer une bulle immobilière) a subi de plein fouet la crise financière, et en particulier l'éclatement de la bulle immobilière. Son système bancaire hypertrophié s'est retrouvé en faillite. Les finances publiques irlandaises ont été mises à mal par la crise (qui a entraîné une perte de croissance du PIB de 22 % par rapport à la tendance d'avant la crise) mais l'Irlande a choisi de garantir toutes les créances de ses banques et de gonfler son déficit public de 2010 de 13,2 % à 32,3 % du PIB (un niveau sans précédent pour un pays européen en temps de paix), afin de recapitaliser ses banques. Ainsi, la dette irlandaise passera de 25 % du PIB en 2007 à 114 % en 2012.

L'annonce du gonflement du déficit irlandais a marqué le point de départ d'un nouvel accès de spéculation contre l'Irlande. Après avoir longtemps tenté de conserver sa souveraineté, le gouvernement doit finalement se résoudre à demander l'aide de l'Union européenne qui accepte, avec le FMI d'aider l'Irlande. Le plan de 80 à 90 milliards d'euros, au taux exorbitant de 5,8% sera considéré comme un « fonds de prévoyance », (une sorte de tirelire) dont lequel le pays pourra puiser pour aider les banques à combler leur futures pertes.

Grâce à cette situation, les marchés financiers ont réagis aux réalités irlandaises négatives. La confiance des investisseurs commence à diminuer fortement, alors que le taux d'intérêt sur les obligations irlandaises à 10 ans a augmenté en 2009 de 164 point en 30 décembre, pour atteindre 1151 points le 18 juillet 2011³⁸. Il convient de souligner la dégradation rapide de la note souveraine irlandaise par les trois agences de notation dont la principale Standard & Poor's a abaissé le 23 novembre 2009 d'un cran la note de dette à long terme de l'Irlande de A contre AA en ayant invoqué au paravent la probabilité que le gouvernement doive emprunter d'avantage que prévu.

La crise revêt alors une dimension politique, et la grogne sociale qui demande la démission immédiate du Premier Ministre irlandais Brian Cowen, se fait déjà sentir par de grandes manifestations à Dublin.

C- Le Portugal :

³⁸www.gecodia.fr

Les causes de la crise

Les causes de la crise au Portugal s'expliquent par les facteurs suivants :

- Une fragilité économique : Après l'année 2001, l'économie portugaise a confronté de nombreux problèmes structurels qui se manifestent par :

1. une faible croissance du PIB. Ce taux se situe à l'ordre de 1.1% entre 2001 et 2007.
2. un taux de chômage très important qui a augmenté de 5.1% en 2002 à 10.9% en 2010.
3. un déficit budgétaire qui a augmenté de -3.4 % du PIB en 2002 à -6.5% en 2005 jusqu'à -10.2% en 2010.
4. un pouvoir d'achat le plus bas de la zone Euro et un salaire moyen de 800 euros.

De plus, ce pays confronte un problème au niveau de sa compétitivité et de la productivité de son économie, lié au niveau pauvre de formation dans ce pays existe une compétitivité et une productivité de l'économie très faible, cette faiblesse est liée au niveau pauvre de formation dans le Portugal. L'OCDE annonce que 20% des portugais entre 25 et 64 ans possèdent de diplômes d'enseignement secondaire, tandis que 70% est la moyenne dans les autres pays de l'OCDE³⁹.

- Une manque d'une convergence réelle après l'adoption de l'euro : après la convergence nominale (l'adoption de l'Euro), le Portugal n'a pas connu une convergence réelle. La convergence nominale a facilité au Portugal son endettement à des taux d'intérêts faibles. L'absence de la convergence réelle a interdit l'ajustement de la politique économique du pays à la réalité des marchés.

- Un endettement privé énorme : en additionnant les dettes privées (ménages et entreprises) avec la dette publique, la dette du Portugal dépasse 300% du PIB contre 240% du PIB en Grèce. Ensuite la dette privée atteint 238% de la richesse nationale contre un taux de 120% en Grèce et 210% en Espagne. Ces charges ont une influence négative sur la consommation et sur l'investissement.

- Une crise politique grave : l'élection législative de l'année 2009 n'a pas conduit à la formation d'une majorité parlementaire réelle qui peut définir une vision économique précise.

³⁹Pasquet, J.M. (2011). Lisbonne : « **la crise est-elle moins pénible au soleil ?** ». Les Echos, N. de 29/11/2011.

Ce cas a permis de mettre des barrières devant les réformes économiques dans le pays, et ensuite cette situation à obstruer l'aide du FMI et de la BCE pour affronter la crise.

Le Portugal, comme la Grèce, a vu une augmentation de ses taux d'emprunts suite d'un abaissement de la note de sa dette souveraine d'A+ à A-. Si ce pays semble similaire à la Grèce, sa dette et son déficit sont minimums. Le Portugal a un déficit public de 10,1% du PIB en 2009, puis de 9,1% en 2010 contre 15,4% pour la Grèce en 2009 et 10,5% en 2010. (Voir tableau qui suit). La dette publique du Portugal est de 83% du PIB contre 127,1% pour la Grèce en 2009.

A la fin 2010, le Portugal a eu une dette publique de 93% (voir le même tableau), inférieure à celle de la Grèce 142,8%, à celle de l'Italie 119% et à celle de l'Irlande 96,2%.

Tableau 5 : dettes et déficits publics (%PIB)

Pays	Public debt in 2009	Public debt in 2010	Public Deficit in 2009	Public Deficit in 2010
Greece	127.1%	142.8%	15.4%	10.5%
Ireland	65.6%	96.2%	14.3%	32.4%
Portugal	83%	93%	10.1%	9.1%
Spain	53.3%	60.1%	11.1%	9.2%
Italy	116.1%	119%	5.4%	4.6%
France	78.3%	81.7%	7.5%	7%
Germany	73.5%	83.2%	3%	3.3%
Eurozone	79.3%	85.1%	6.3%	6%

Source: Eurostat 2011-11-26

Après la Grèce et l'Irlande, le Portugal a été confronté à son tour par la crise financière européenne. Cependant, la situation est différente par rapport aux autres pays touchés par la crise. En effet, cette situation s'est caractérisée par une fragilité du système économique, laquelle s'est manifestée après l'adoption de l'euro en 1999 et par une croissance faible du PIB (une moyenne de 1,1% entre 2001 et 2007), la plus faible moyenne dans la zone euro à cette période. A cela s'ajoute un contexte politique dominé par deux forces équivalentes interdisant la mise en place d'une majorité parlementaire dans les élections législatives de 2009 et la définition d'une vision économique commune.

Si le plan d'aide à l'Irlande aura été décidé en moins de deux semaines, c'est parce que nous le rappelons, il y avait la menace de contagion de cette crise de la dette publique à d'autres pays tels que l'Irlande, le Portugal et l'Espagne.

La panique créée par la crise grecque suivie de celle l'Irlande a affecté le Portugal entre la fin 2009 et le début 2010. Ceci principalement à cause de la peur de ce que le pays ne puisse pas s'en sortir sur le long terme. Mais aussi à cause des prévisions annonçant un important déficit.

Le Portugal, autre maillon faible de la zone euro, est la nouvelle proie des marchés financiers. Vers la fin de l'année 2010. Ses taux d'endettement à long terme frôlent les 7%. Or, il est communément admis qu'à partir d'un seuil de 7%, les taux deviennent insoutenables pour une économie. La hausse des taux s'explique par le fait que les marchés ont craint une crise politique. Les autorités portugaises ont alors été amenées à faire pression sur Dublin pour demander l'aide de l'UE et le FMI. En effet, la décision d'aider l'Irlande, qui n'avait pas besoin de se refinancer sur les marchés avant l'été 2011, avait pour objectif d'éviter un effet de contagion au Portugal. L'aide à l'Irlande devrait, à court terme, apaiser les marchés. Mais elle ne devait pas les empêcher, à moyen terme, de contraindre le Portugal à réclamer à son tour une assistance financière.

Si le Portugal a garanti ses besoins de financement pour 2010, la situation risque en effet de se compliquer très fortement en 2011, avec l'arrivée à échéance des 25,6 milliards d'euros de dette.

« Les inquiétudes sur les finances publiques portugaises et sur la capacité de rebond de son économie sont réelles », explique Thibault Mercier, économiste chez BNP Paribas.

Plombé par une croissance atone depuis de nombreuses années, en raison d'un manque structurel de compétitivité, le Portugal accuse une dette publique de 161 milliards d'euros, soit plus de 82% du PIB, qu'il (le Portugal) s'est montré jusqu'ici incapable de réduire. Dans ce contexte, le parlement portugais s'apprête à voter un budget d'une austérité sans précédent, cumulant baisse des salaires et hausse d'impôt pour ramener le déficit à 4,6%. Cependant, ses mesures d'austérités ont créé une crise politique au Portugal qui a éclaté au soir du mercredi 23 mars 2011. Malgré la cure d'austérité que s'est imposée le Portugal, cette dernière n'a pas réussi à convaincre les marchés financiers, et le pays a fini par demander l'aide de l'UE et du FMI le 6 avril 2011. Étant donné l'ampleur de l'impulsion budgétaire et les mesures de rigueur portant essentiellement sur les ménages (baisse des dépenses publiques et hausse de la

taxation), nous nous attendons à une récession en 2011, avec une baisse de la demande intérieure et de l'investissement, d'autant que le programme de consolidation budgétaire élaboré avec l'UE et le FMI en échange de l'aide financière devrait confirmer (voire renforcer) la rigueur (nous ne connaissons pas encore les détails de ce plan ni son montant ; notre prévision porte donc sur les mesures annoncées avant le plan de sauvetage).

Le budget 2011, voté en octobre 2010, était déjà placé sous le signe de l'austérité, et prévoyait une baisse des dépenses de 2 points de PIB et une hausse des recettes d'un point de PIB. Les mesures permettant la baisse des dépenses étaient exclusivement ciblées sur les ménages : baisse des dépenses courantes (1,3 point de PIB, et notamment la réduction de 5 % de la masse salariale du secteur public et le non-remplacement de fonctionnaires), la baisse des dépenses d'aide sociale (0,8 point de PIB, incluant la baisse des allocations chômage), la réduction des dépenses de santé (0,3 point de PIB), la baisse des transferts de l'État vers l'éducation et les autres services (0,2 point de PIB). Les ménages et les entreprises subiront la hausse des recettes fiscales, et notamment la hausse de 2 points de la TVA (passant à 23 %), et la révision des allègements fiscaux sur l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur le revenu.

Afin de s'assurer d'atteindre l'objectif de 4,6 % du PIB de déficit budgétaire en 2011, le gouvernement de José Socrates avait tenté de faire voter un nouveau paquet de mesures, représentant 0,8 % du PIB, ce qui aurait porté à 2,4 points de PIB l'objectif de réduction des dépenses et à 1,3 point celui de la hausse des recettes (soit un total de 3,7 points de PIB). Les mesures s'inscrivaient dans le prolongement du budget pour 2011, et portaient essentiellement sur les ménages (diminution supplémentaire des indemnités de licenciement, baisse des pensions, diminution des aides sociales). L'opposition a refusé d'adopter ces nouvelles mesures, ce qui a conduit à la démission du Premier ministre. Le Portugal, qui doit rembourser 9 milliards d'euros arrivant à échéance mi-juin 2011, a donc fini par accepter une aide extérieure. Il faut préciser, et c'est de là qu'ont commencé les divergences politiques au sein du gouvernement portugais et qui a toujours refusé une aide extérieure. Ainsi, ce gouvernement a estimé qu'accepter un plan d'aide de l'UE serait un aveu d'échec et un mauvais signal donné aux marchés financiers : ces derniers pourraient considérer que le pays est mal géré et que lui prêter de l'argent était très risqué....

En 2012, les mesures de restriction budgétaire se poursuivraient, avec une baisse des dépenses publiques atteignant 1,6 point de PIB et une hausse des recettes de 0,9 point

(incluant notamment la révision des exonérations fiscales sur l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés, la révision des droits d'accises, la lutte contre l'évasion fiscale, ...).

Un peu plus tôt c'est-à-dire le jeudi 24 mars 2011, Gabriel Vedrenne⁴⁰, journaliste et commentateur sur Europe1 avait publié un article censé résumer la situation de crise en vigueur au Portugal: « Portugal : les raisons de la crise ». En voici les détails :

Le gouvernement a proposé un plan d'austérité qui a été refusé, il a donc annoncé sa démission.

Le Portugal a sombré mercredi soir dans une crise politique, après que le gouvernement n'a pas réussi à faire adopter un plan d'austérité pour faire face à des déficits croissants. Après la Grèce et l'Irlande, c'est donc au tour du Portugal de plonger dans une zone de turbulences. Europe1.fr fait le point sur la situation.

Pourquoi le gouvernement a-t-il démissionné ? Le Premier ministre socialiste José Socrates proposait au Parlement un nouveau programme d'austérité. Pour forcer la main aux députés, le gouvernement avait menacé de démissionner en cas de refus. Mais les cinq partis d'opposition, de la droite à l'extrême-gauche, ont voté à l'unisson pour rejeter ce quatrième plan d'austérité en moins d'un an, censé "garantir" la réduction des déficits publics et éviter un recours à l'aide extérieure.

Quelle est la situation économique du Portugal ? Depuis des mois, le Portugal est considéré par les marchés financiers comme le prochain candidat à un soutien financier de l'Union européenne (UE), voire du Fonds monétaire international (FMI). Prochaine échéance importante : il doit rembourser d'ici la mi-juin plus de 9 milliards d'euros qu'il avait emprunté.

Pourquoi fait-on un parallèle avec la Grèce ? Le pays est confronté à des problèmes similaires à ceux de la Grèce et de l'Irlande : une dette très élevée, d'importants déficits, une croissance économique molle et une grande difficulté à emprunter de l'argent. Le Portugal est donc dans un cercle vicieux : ses "fondamentaux" économiques ne sont pas reluisants et n'inspirent pas la confiance des investisseurs, il doit donc emprunter de l'argent à des taux très élevés, ce qui renforce encore un peu plus ses déficits.

Le refus du Portugal au recours à une aide extérieure...

⁴⁰ Gabrielle Vedrenne. (2011), « **Portugal : Les raisons de la crise** », Europe 1, 24 Mars 2011.

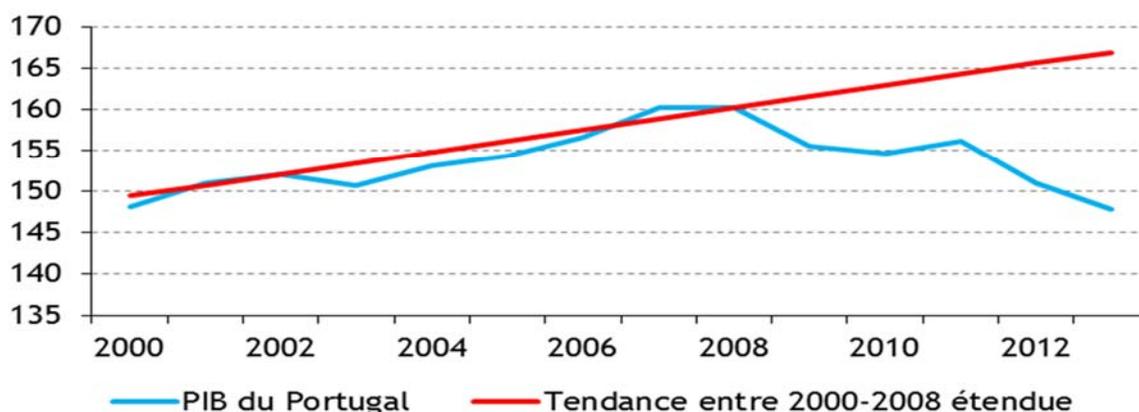
L'Europe, seul moyen pour sortir de la crise ? Les scénarios de sorties de crise possibles sont limités : un rebond de la croissance (improbable), un nouveau plan d'austérité (rejeté mercredi) ou le recours à une aide extérieure. C'est donc une intervention de l'UE qui se profile : le Premier ministre s'est rendu jeudi à Bruxelles pour un sommet européen, dont l'ordre du jour a été modifié pour l'occasion.

L'Europe pourrait apporter de 50 à 100 milliards d'euros au Portugal pour lui permettre de faire face à ses échéances les plus proches. Problème : cette aide s'accompagnera de sévères mesures d'austérité, comme l'a annoncé mercredi le chef de file des ministres des finances de la zone euro, Jean-Claude Juncker. Seul avantage de ce traitement choc : il permet au Portugal d'emprunter de l'argent à des taux compétitifs et de stopper la dynamique dans laquelle le pays est empêtré.

En vérité, le Portugal n'a pas suffisamment profité des années d'avant crise. En effet, alors que des pays tels que l'Irlande, l'Espagne ou encore la Grèce ont sensiblement amélioré leurs niveaux de vie avant 2008, le PIB par habitant du Portugal a beaucoup moins progressé. Dès lors, le PIB par habitant du Portugal est de 15000 euros (un des plus faibles de la zone euro) contre 18000 euros en Grèce et 35000 euros en Irlande. A titre de comparaison, le PIB par habitant en France s'élève à 32000 euros. Aussi, les marges de manœuvres de l'Etat et des ménages se sont révélées trop faibles pour faire face à une cure d'austérité. Par conséquent, le PIB portugais actuel est aussi élevé en 2000 et il est très éloigné de sa tendance avant crise. (Voir graphique).

Graphique 10 : La croissance du PIB au Portugal (MDS €)

Croissance du PIB du Portugal (en milliards d'euros)



Durant l'année 2013, des tensions politiques sont encore apparues dès le début du mois de juillet. Le Portugal a dû faire face à une vague de défiance sur les marchés financiers. Dans la foulée, des bourses européennes ont chuté faisant craindre un regain de tensions, ce qui souligne que la crise de la zone euro n'est pas encore terminée au jour d'aujourd'hui. En juillet 2013 donc, c'est la démission de deux ministres importants qui est à l'origine de cette nouvelle crise. La première démission a été celle du ministre des finances. Il défendait une politique de rigueur et il bénéficiait d'une grande crédibilité auprès de la Troïka (FMI, BCE, UE). L'autre démission a été celle du ministre des affaires étrangères.

Suites à ces événements politiques, le taux de la dette souveraine à 10 ans a bondi jusqu'à 8%. La hausse des taux s'explique par le fait que les marchés ont craint que la crise politique ne compromette le programme d'assistance financière qui prévoit une aide de 78 milliards d'euros de la part de la Troïka. L'objet initial de ce plan d'aide est de soutenir l'économie portugaise pour qu'elle puisse se financer seule sur les marchés. La possibilité que l'Etat portugais ne puisse pas tenir ses engagements de ramener comme prévu son déficit public à 5,5% du PIB en 2013, à 4% en 2014 et 3% en 2015 a engendré un mouvement de défiance de la part des investisseurs internationaux qui détestent plus que tout l'instabilité politique générée en l'occurrence par la succession rapprochée de ces remises de démission au niveau des plus hautes autorités du pays⁴¹.

D- L'Espagne :

Pourquoi parle-t-on aussi de l'Espagne ?

L'instabilité financière internationale a été générée par la crise des hypothèques à haut risque d'impayés, les «*subprimes*», sur le modèle des crédits américains. Le manque de liquidité qu'elle a induit a provoqué l'éclatement de la bulle immobilière, ce qui a contribué encore davantage à affaiblir l'économie espagnole.

En réalité, la crise économique mondiale est venue révéler, comme pour la Grèce, l'endettement de l'ensemble de l'économie du pays. Mécaniquement, la crise grecque est venue peser sur les taux obligataires espagnols. Ceux-ci sont donc restés très élevés, freinant encore davantage le peu de croissance qu'il restait. Après une baisse de 3,7 % en 2009, puis

⁴¹ Sylvain Fontain, « **Portugal : entre crise politique et crise économique** », décryptage publié sur « leconomiste.eu » le 11/09/2013.

une infime reprise en 2010, le PIB a repris le chemin de la baisse dès 2011. Actuellement, son niveau est en recul de 4 % par rapport au début de l'année 2008.

L'augmentation des taux d'intérêt a engendré l'explosion de la bulle immobilière. Combinée à l'entrée en récession du pays, à la vigueur excessive de l'euro et à la multiplication de nouvelles destinations touristiques moins chères qui ont freiné le moteur du tourisme, l'Espagne chancelle. La conséquence logique de cette récession est l'explosion du taux de chômage. Il atteint presque 24 % de la population active et 50 % pour les moins de 25 ans. A ce jour, 4,75 millions de personnes sont sans emploi en Espagne, dont plus d'un million dans le secteur de la construction. La consommation domestique, moteur de la croissance, s'est effondrée. Les banques d'épargne du pays ont coupé à leur tour le robinet aux sociétés immobilières du fait de la recrudescence des défauts de paiement.

A la crise économique, s'ajoute donc une crise financière majeure. Elle révèle la profonde fragilité du modèle bancaire espagnol. Les caisses d'épargne qui maillent les communautés autonomes, se retrouvent dans une situation improbable. Elles sont confrontées à l'échec de leur stratégie de diversification de leurs produits et d'extension de leur marché, peu en adéquation avec leurs clients potentiels. Ainsi, la situation du secteur bancaire régional a contribué à renforcer la méfiance des marchés financiers à l'égard de l'Espagne. Ce qui inquiète les marchés ne concerne pas tant les comptes publics de l'Etat, mais une dégradation économique et financière foudroyante⁴².

Pour être les plus rentables, les marchés ne cessent d'anticiper : dès qu'un pays est tombé, ils cherchent aussitôt à savoir quel sera le prochain maillon faible. C'est donc au tour de l'Espagne d'attirer tous les regards : le pays est confronté à une crise de crédit après l'effondrement de son marché immobilier.

L'Espagne est l'un des pays de la zone euro les plus touchés par la crise globale. La dégradation de son économie date de 2008 avec l'explosion de la crise immobilière et de ses conséquences en chaîne.

L'Espagne était devenue, grâce aux effets positifs de son intégration à l'espace économique et monétaire européen, la quatrième économie de la zone euro. Après plusieurs années de

⁴² Hélène Bénard, « **L'Espagne face à la crise, partie 1** », mars 2012, <http://www.hispasup.com/2012/03/la-crise-financiere-en-espagne-prepa-iep-concours-commun-preparation-sciences-po/>.

croissance et de prospérité économique. En effet, et depuis 1995, les performances économiques de l'Espagne apparaissaient excellentes. Le taux de croissance été un des plus élevés, s'élevant à 3,9% en rythme moyen annuel de 1997 à 2006, contre 2,5 % pour l'UE et 2,3% pour la zone euro. En 2006, l'Espagne été devenue la cinquième économie de l'UE avec un PIB représentant 8,5% de celui de l'UE et un PIB par habitant de 5 points supérieur à celui de la moyenne de l'UE. Le chômage a baissé également grâce à une croissance plus riche en emplois, notamment dans les services. Le taux de chômage, qui était l'un des plus élevés d'Europe, est passé de 20% en 1994 à 8,5% en 2006, niveau inférieur à celui de la moyenne de la zone euro. Les finances publiques ont connu un redressement spectaculaire. Grâce à une forte croissance, Le solde public était ainsi passé d'un déficit de 6,6% en 1995 à un surplus de 2% du PIB en 2006, et la dette publique de 68,1% (son maximum) en 1996 à 39,7% en 2006. A la veille de la crise des *subprimes*, l'Espagne était l'un des pays les plus vertueux de la zone euro et de l'Union européenne en matière de finances publiques.

Mais ces bons résultats économiques étaient trompeurs car ils étaient dus à des facteurs exceptionnels que les dirigeants espagnols, en fidèles disciples des principes néolibéraux, n'avaient pas mis à profit pour combler le retard de l'Espagne en matière de protection sociale. Tout d'abord, l'Espagne avait bénéficié des effets positifs de son intégration à l'espace économique et monétaire européen. Ainsi, la baisse des taux d'intérêt liée à l'entrée dans la zone euro avait permis une diminution de 3 points de PIB des charges d'intérêt de l'État espagnol. L'Espagne était par ailleurs le pays de la zone euro qui avait absorbé le plus de fonds européens (principalement par les fonds structurels, de cohésion, de politique agricole commune et du fonds social européen). Depuis l'entrée dans l'UE, les transferts de fonds européens s'étaient élevés en moyenne à 0,8% du PIB annuel. Enfin, appliquant le dogme néolibéral, les dirigeants espagnols avaient procédé à des privatisations massives. Entre 1996 et 2001, la privatisation de 43 entreprises publiques avait rapporté à l'État espagnol plus de 32 milliards d'euros. Ces recettes, ainsi que les ressources provenant des fonds structurels européens, avaient facilité le retour à l'équilibre budgétaire, atteint en 2003, qui était l'un des objectifs prioritaires du gouvernement conservateur de José-Maria Aznar au pouvoir de 1996 à 2004. Pendant cette période, l'Espagne avait été l'un des seuls pays de la zone euro à respecter strictement les objectifs du pacte de stabilité et de croissance⁴³.

⁴³Le Pacte de stabilité impose des limites de 3% du PIB pour le déficit public, et de 60% du PIB pour la dette publique.

Mais l'Espagne a payé cher sa place de meilleur élève de l'Europe néolibérale : l'État-providence espagnol a pris du retard par rapport à la plupart des pays de l'UE. De 1995 à 2005, la part dans le PIB espagnol des dépenses sociales a diminué (passant de 23,8 % à 21,1 %), s'éloignant du niveau de la zone euro (stable à 29%) en moyenne dans l'UE. Le retard de l'Espagne est important en matière de politique familiale, d'équipement scolaire. En 2006, 19,9 % de la population espagnole vivait avec un revenu inférieur au seuil de pauvreté (19,6% pour l'Italie et 12,5% pour l'Allemagne et 13,2% en France).

De 1997 à 2005, l'économie espagnole a créé 4,5 millions d'emplois, soit plus du tiers des emplois créés dans la zone euro pendant cette période. Ce qui explique la forte décreue du chômage, déjà mentionnée. Cette évolution est d'autant plus remarquable que la population en âge de travailler a fortement augmenté (+2,9%, par an contre seulement +1% dans le reste de la zone euro), et que le taux d'activité féminine a rapidement progressé, passant de 43,3% à 56,8% de 1995 à 2005. Deux secteurs ayant une forte intensité en main d'œuvre expliquent l'essentiel des créations d'emplois : la construction, à hauteur de 20%, et les services pour 70% dont l'hôtellerie (21%), les administrations publiques (19%), les services aux entreprises (15%) et à la personne (11%). Cette évolution favorable a un revers de médaille : la croissance a été plus riche en emplois en Espagne parce que la productivité du travail a ralenti plus rapidement que dans le reste de l'Europe. La productivité apparente du travail a stagné en Espagne de 1997 à 2005, tandis qu'elle progressait de 0,8% dans la zone euro, de 1,3% en France et de 1,5% en Allemagne. La régularisation des travailleurs clandestins a joué un rôle important dans les évolutions observées. Les entreprises ont choisi de substituer au maximum le travail au capital pour profiter du coût relativement peu élevé de la main d'œuvre. Il en résulte que l'effort d'investissement a été moindre, notamment dans les nouvelles technologies. La part des dépenses de recherche et développement (R&D) ne représentait que 1,2% du PIB espagnol en 2006 et 1,4% en 2009, contre 1,8% et 2% dans l'UE27, 2,5% et 2,8% en Allemagne et 2,1% et 2,2% en France. Ce qui est évidemment défavorable à la compétitivité et au commerce extérieur de l'Espagne. A cela s'est ajouté le processus de privatisations des entreprises publiques engagées à partir de 1993 et ayant entraîné par la suite une faiblesse du tissu industriel espagnol⁴⁴.

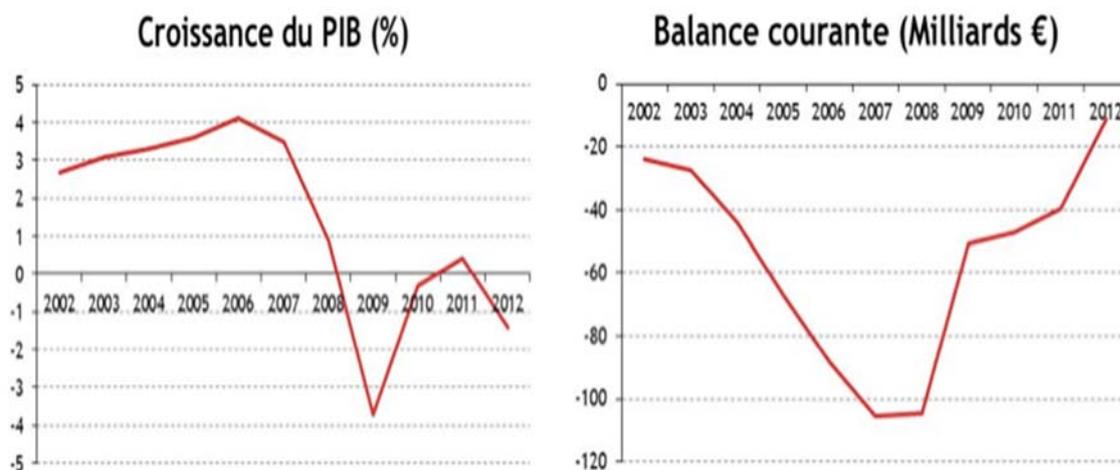
⁴⁴ Dominique Plihon et Nathalie Rey, « L'Espagne, douze années d'aveuglement », Les économistes atterrés, décembre 2011.

Survint alors la crise globale ayant fait de l'Espagne l'un des pays de la zone euro les plus touchés. La dégradation de son économie date de 2008 avec l'explosion de la crise immobilière et de ses conséquences en chaîne.

La croissance du PIB s'est fortement contractée, et parallèlement la balance courante s'est fortement dégradée avant de s'améliorer : la crise de l'euro en 2010 (Grèce, Irlande, Portugal...) est passée par là ; comme l'illustrent les deux graphiques ci-dessous.

Graphique 11 : La croissance en Espagne (% PIB)

Graphique 12 : La balance courante (MDS €)



Nous rappelons que si le PIB représente la richesse d'un pays, en évaluant la valeur des biens et des services produits au niveau d'un pays, la balance courante elle, elle participe à la représentation des transactions avec le reste du monde. Elle regroupe le solde de la balance commerciale (les exportations moins les importations de biens et services), le solde des revenus (rémunération des salariés et des investissements), et le solde des transferts courants (aides européennes et transferts de fonds depuis l'étranger).

Pour revenir aux graphiques (1) et (2), nous en avons déduit que ces indicateurs conjoncturels font apparaître 03 phases distinctes :

- a) 2002-2007 : un taux de croissance économique très favorable (entre 2,5% et 4% par an), mais qui s'est conjugué avec une détérioration constante de la balance courante. Le pays a renforcé sa situation de fuite en avant car la croissance s'est traduite par une hausse de la demande de biens importés, dégradant ainsi la balance courante (de -24 à -105 Milliards €).

- b) 2007-2009 : le pays rentre dans une zone très risquée avec une croissance faible et des transactions extérieures déficitaires rendant la situation insoutenable. Toutefois, la diminution de la demande intérieure (consommation et investissement) s'est traduite par une diminution des importations, améliorant un peu la balance courante.
- c) 2009-2012 : Malgré des récessions (croissance négative) en 2009, 2010 et 2012 le pays réussi à améliorer sa balance courante. Le pays se situe toujours dans une zone à risque, mais il apparaît qu'il s'oriente vers un ajustement économique grâce à une compétitivité améliorée.

Dans ce pays, la population avait augmenté grâce à une croissance démographique rapide et à l'immigration. Cela a conduit à une augmentation rapide de la demande des logements. En plus, les conditions pour obtenir des crédits bancaires dans l'Espagne sont très faciles. Ces deux facteurs ont provoqué une expansion dans le secteur immobilier et une grande hausse de l'offre de logement par rapport à la demande. L'Espagne a construit 800.000 logements par an entre 2005 et 2007 (autant que la France, l'Allemagne et l'Angleterre réunies), tandis que la demande s'est située à un niveau de 350.000 logements par an dans cette période. Cette expansion explique en partie la crise, notamment quand les prix de logements ont chuté grâce à l'éclatement de la bulle immobilière qui a provoqué la crise financière de l'année 2008. Le domaine de la construction, représentant jusqu'à 15% du PIB, se développe à un rythme effréné grâce à une croissance spectaculaire de la dette privée : en 2012 cette dernière a atteint 218% du PIB, un chiffre qui donne le vertige si on le compare à son niveau dix ans auparavant, plafonnant à 68%. Le « miracle espagnol » alimente une bulle immobilière portée par des taux d'intérêt attractifs et des prêts facilités dont les durées de remboursement peuvent s'étendre jusqu'à 40 ans.

Le système semble alors fonctionner et de nombreuses banques et caisses régionales apportent leur concours à une croissance basée en réalité sur l'emprunt, ceci bien sûr au détriment d'activités qui boosteraient la compétitivité du pays, ce qui fait que le modèle économique de l'Espagne est caractérisé par une faible capacité d'amélioration de la productivité dans le domaine de l'industrie.⁴⁵

⁴⁵ Etudes économiques de Matilde Perez, Elies Furio Blasco et Christel Camarasa (professeurs à l'université Lyon 2 et 3), publiée en 31/05/2011. Sur le site www.lejournaldunet.com/economie.

A côté de ses facteurs, la jeunesse espagnole est mal formée. Nombreux sont les jeunes qui sont attirés par le travail dans le secteur de construction où les salaires sont élevés pendant les années d'expansion. Ils ont alors quitté le système scolaire. Force est de rappeler, qu'un tiers des jeunes qui quittent l'école, sont sans diplômes, quant aux autres, c'est-à-dire la plupart des diplômés, occupent des emplois sans relations avec leurs diplômes ; ce qui a fait que, et selon un rapport de l'OFCE, l'investissement dans la recherche et le développement est resté plus faible que dans le reste de l'UE 15 (seulement 1,05% du PIB en 2003 contre 2% dans l'UE15) comme vient le confirmer le retard pris par le nombre très faible de brevets déposés. Dès 2007, le modèle ainsi bâti commence à se fissurer et finit par s'écrouler avec la tornade financière de 2008. A cela s'ajoutent des rigidités structurelles qui retardent l'ajustement économique à la crise : le marché du travail espagnol, très rigide, construit suivant une logique double de contrats à durée indéterminée (CDI) peu maniables d'un côté et de contrats temporaires flexibles de l'autre (CDD), pèse lourd sur un marché de l'emploi asphyxié, suite à la crise immobilière et ses nombreux licenciements dans la construction. Les banques et les caisses régionales qui se trouvaient en première ligne pour financer les emprunts, se retrouvent minées avec des actifs bancaires toxiques constituant la moitié de leurs investissements. Ces établissements sont en effet profondément affectés par le flot de débiteurs insolubles apporté par le chômage et la récession qui laissent des biens hypothéqués invendables alors que le marché de l'immobilier est en berne. Certaines régions autonomes sont même complètement sinistrées.

Nous ajoutons, que l'indicateur le plus visible de la dégradation de la situation de ce pays de 47 millions d'habitants est le niveau de chômage record parmi les pays de l'OCDE avec actuellement près de 27% de la population active en demande d'emplois⁴⁶.

Arrivés à ce niveau de la présentation de la situation espagnole, nous allons maintenant poser certaines questions, toujours relatives à cette même situation, et qui nous permettront d'apporter plus d'éclairage.

Ces questions sont les suivantes :

1- De quoi souffre l'Espagne ?

⁴⁶ Sylvain Fontan, « L'Espagne dans la crise globale », sur <http://lecercle.lesechos.fr/economie-societe/>, le 29/07/2013.

La croissance espagnole est en panne. Le pays a vu son activité reculer de 0,3% début 2012, après une baisse de même ampleur fin 2011. Le pays est frappé par un chômage de masse: près d'un actif sur quatre cherche un emploi. Il connaît également une grave crise immobilière depuis quatre ans. Et la chute des prix de la pierre ne ralentit pas, ceux-ci ont dégringolé de 7,2% durant les trois premiers mois de 2012. Chômage et crise immobilière ont engendré une crise bancaire, et les établissements bancaires espagnols ont dû faire face à une hausse du nombre de mauvais payeurs. Au total, les «actifs à risque» dans l'immobilier représentent un peu plus de la moitié de leurs investissements dans ce secteur, soit 184 milliards sur un plus de 350 milliards d'euros⁴⁷.

Dans le même temps, un plan de rigueur est appliqué, ce qui plombe la croissance. Le déficit, c'est-à-dire la différence entre les recettes et les dépenses de l'État, pourrait malgré tout dépasser la cible fixée pour fin 2012 (5,3% du produit intérieur brut, ou PIB). Résultat, la dette est peu élevée (68,5% fin 2011), comparée à la moyenne de la zone euro (87,2%), mais elle gonfle rapidement. Pire, certaines régions font face à une situation financière catastrophique et l'Etat doit leur venir en aide. Il leur a versé 7 milliards d'euros depuis le début de l'année 2012, soit presque un tiers de plus qu'en 2011 à la même époque.

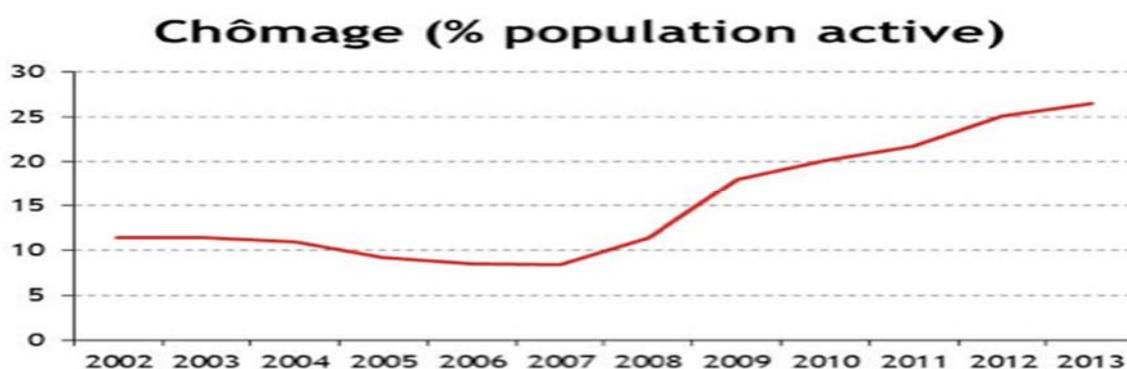
2- Comment l'Espagne est-elle arrivée à cette situation de crise ?

Tout a commencé il y a quatre ans (2008), coïncidant avec la crise des *subprimes* aux Etats-Unis, qui a entraîné la chute des prix sur le marché immobilier. Dans les années 2000, la croissance de l'Espagne a été en grande partie tirée par l'essor de la construction. Mais, le pays a trop construit et le marché s'est brutalement retourné en 2008. Depuis, les prix ont chuté d'un quart, relèvent les analystes de Citi.⁴⁸ Ils devraient encore se contracter de l'ordre de 20 à 25% à moyen terme. Pour une raison simple, il restait à la fin mars 2012 environ 700.000 maisons qui ne trouvaient pas preneur sur le marché en ajoutant à cela l'explosion du chômage.

⁴⁷ Guillaume Guichard, « **comprendre la crise espagnole en 5 questions** », article publié sur www.lefigaro.fr, le 03/06/2012.

⁴⁸ Citi, est une entreprise financière majeure basée à New York. Citigroup serait la dixième plus grande entreprise mondiale avec des actifs financiers totalisant 2 200 milliards de dollars américains (juin 2007).

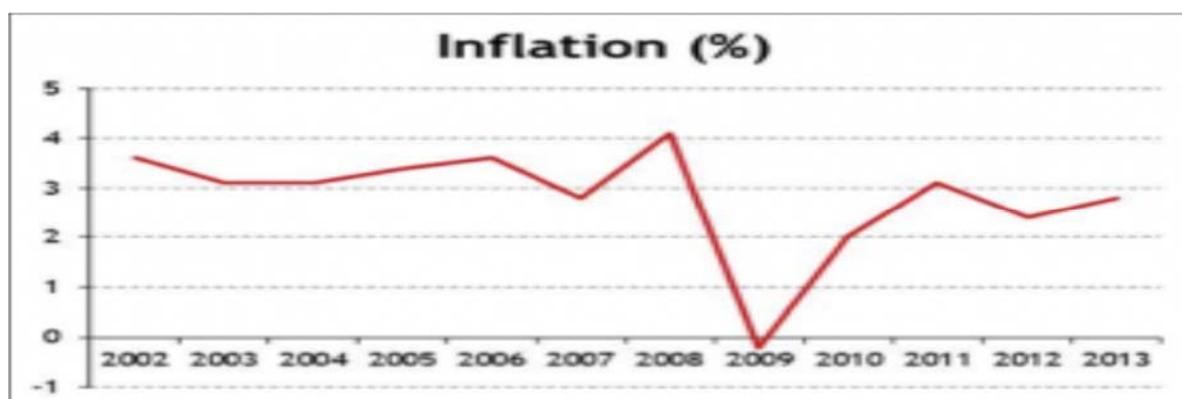
Graphique 13 : le chômage en Espagne (% population active)



3- Comment la crise globale a entraîné l'éclatement de la bulle immobilière en Espagne?

La majorité des ménages environ 80% dans les années 2000, ont emprunté à des taux variables car ils ont essentiellement connu une baisse continue des taux et n'avaient pas envisagé la possibilité d'une hausse. Ainsi, quand le marché s'est retourné et que l'inflation a diminué, les taux d'intérêt réels (en prenant compte l'inflation) se sont mis à augmenter. Les ménages ont ainsi souffert de la hausse des taux et la demande de crédit s'est interrompue. La valeur des biens immobiliers a chuté ce qui a beaucoup déprécié le patrimoine des Espagnols. La demande de construction a donc fortement diminué, ralentissant ainsi l'activité économique et augmentant le chômage en prenant compte l'ensemble des activités liées directement ou indirectement à l'immobilier⁴⁹.

Graphique 14 : L'inflation en Espagne



⁴⁹ Sylvain Fontain, « L'Espagne dans la crise globale, dynamique et analyse », sur : www.cultures-et-croyances via www.leconomiste.eu, Rubrique Macroéconomique, juin-juillet 2013.

4- Comment peut-on expliquer la hausse de la dette publique ?

Contrairement à la dette des agents privés (banques, ménages, entreprises...), la dette publique s'est distinguée par le fait que l'Etat a profité de taux d'intérêt bas (en vigueur de la zone euro) pour se désendetter. L'Etat espagnol aura profité de l'entrer dans l'UEM pour enregistrer des surplus budgétaires et ainsi ramener la dette publique de 67% du PIB en 1996 à 36% en 2007. Le désendettement aura également été permis par l'augmentation de l'activité économique qui amélioré les rentrées fiscales de l'Etat. Toutefois, l'amélioration aurait pu être plus significative si les dépenses publiques n'avaient pas augmenté plus vite que le rythme de croissance. Par ailleurs, les surplus budgétaires ont fait place aux déficits avec l'éclatement de la bulle immobilière.

Nous retiendrons ici que l'évolution des finances publiques espagnoles durant la crise globale correspond à l'ampleur et à la rapidité de leur dégradation. En effet, avec un excédent de +1,9% en 2007, le pays a connu un déficit de -11,2% en 2009. Cet écart de 13 points s'explique par les mesures de relance de l'activité et les effets de la récession (baisse des recettes et hausse des dépenses sociales). La brutalité de cette dégradation souligne le caractère peu équilibré d'un modèle économique très dépendant et fondé sur le développement du secteur immobilier et du crédit.

E- La Grande Bretagne (le Brexit) :

Le Brexit rime avec le Grexit et tous deux ont un point commun celui de la sortie de la zone euro mais avec des causes différentes. S'il s'agissait d'une faillite financière de la Grèce causée par des facteurs essentiellement internes, le Brexit et l'intention de la Grande Bretagne de s'affranchir de l'Union Européenne et de l'euro pour des raisons d'ordre structurel. L'objectif recherché était de se réapproprier une certaine autonomie institutionnelle, source de toutes les décisions politiques et économiques.

Selon Florentin Collomp (2016)⁵⁰, la problématique de l'immigration provenant de l'Union Européenne en particulier des pays de l'Est (Pologne, Roumanie, Pays Baltes...) avait

⁵⁰ Florentin Collomp, « **Brexit : cinq raisons pour lesquelles les Britanniques veulent nous quitter** ». Journal le Figaro. Le 17/02/2016. Article disponible sur le site : <https://www.lefigaro.fr/international/2016/02/17/01003-20160217ARTFIG00214-brexit-cinq-raisons-pour-lesquelles-les-britanniques-veulent-nous-quitter.php>

empêché Londres d'agir comme elle l'entendait sur ces flux migratoires par cause de la libre circulation des personnes au sein de l'Union Européenne. De plus, les politiques vivent très mal le sacrifice qu'impose l'appartenance à l'UE d'où serait originaire 70% de textes de lois applicables. A cela, s'ajoute la crise de la zone euro qui n'en finit pas, le renflouement de la Grèce à coût de milliards d'euros (auquel le Royaume Unis n'a pas participé), et le naufrage des migrants nourrissent la vision britannique d'un échec du projet européen et d'un continent à la dérive. Par contraste, le dynamisme retrouvé depuis deux ans de l'économie britannique conforte les anglais dans l'idée qu'il est grand temps de se détacher de l'UE pour survivre et prospérer.

Ce qui intéressait les Anglais s'était des relations commerciales directes avec des pays comme la Chine, l'Inde... et retrouver leur place sur la scène internationale avec une monnaie forte qui est la leur, la livre.

Dans l'immédiat c'est une mini tempête financière qui devrait souffler. Voir la 5^{ème} puissance économique mondiale quitter le navire européen aura en effet un impact planétaire. Les bourses de Honk Kong et Tokio ont plongé, celle de Londres s'est retrouvée en baisse de 7% et celle de Paris et Frankfort de 10%. La France fera partie des 6 pays les plus touchés par le Brexit. Les entreprises françaises pourraient enregistrer jusqu'à 3,2 milliards d'euros⁵¹ de pertes additionnelles à l'export d'ici 2019 soit tout de même 0,5% du totales des exportations des biens et des services.

Ce n'est qu'en 2020 que la Grande Bretagne a quitté définitivement l'UE après le référendum sur cette question de 2013.⁵²

⁵¹ ND, « **13 conséquences concrets du Brexit** ». CNEWS. Le 26 janvier 2020. Article disponible sur le site : <https://www.cnews.fr/monde/2020-01-26/13-consequences-concretes-du-brexit-732730>

⁵² Vincent Lequeux, « **3 minutes pour comprendre l'Europe – Le Brexit en 3 minutes** ». Revue de Presse Toute l'Europe. Article mis à jour le 28 avril 2021 et disponible en ligne sur : <https://www.touteleurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/le-brexit-en-3-minutes/>

I.3 Les prémisses de nouvelles perturbations financières internationales

I.3.1 La chute des cours pétroliers de 2014-2016

Le contexte 2014-2016 de l'économie mondiale dans ses composantes énergétiques et financières, s'était caractérisé par des taux de l'argent très bas voire négatifs, une création monétaire surabondante depuis 2008 par plusieurs banques centrales (américaine, européenne, japonaises), l'effondrement des prix de pétrole au tiers de la valeur en un an et demi, des dettes publiques gonflées par le sauvetage du système bancaire et ses conséquences déflationnistes... les conséquences de ces différentes caractéristiques ont eu évidemment une chute drastique du prix du baril au regard de la différence de l'offre et la demande.

Selon Dominique Dron et Didier Pillet (2016)⁵³, entre octobre 2014 et février 2016, il y eu une division par trois du prix du baril de 100 \$ à 30\$ pour un excès de 2 millions de baril par jour (mb/j) selon l'OPEP. Cette surproduction de pétrole est conséquente à la baisse de la demande liée aux difficultés économiques mais aussi à la production domestique américaine notamment la composante du pétrole de schiste qui avait connu une progression de 4 mb/j pour une production américaine de pétrole passant de 5,5 mb/j en 2011 à 9,5 mb/j en 2015. Cependant, entre 2011 et 2014, le prix qui avait varié entre 111\$ et 100\$⁵⁴ était en grande partie imputable à l'accroissement de la demande des pays asiatiques au premier rang desquels la Chine et l'Inde.

L'activité autour du pétrole de schiste avait coïncidé avec les trois phases de création monétaires américaines (Quantitative Easing) en réponse à la crise des subprimes de 2008 ; ce qui eut comme effet des taux de change historiquement bas et un cadre fiscal très favorable au forage. Ces deux facteurs renforcés par l'afflux des pétroles de schiste ont poussé les financements privés à se tourner vers le stockage du pétrole et c'est ainsi que les stocks américains du pétrole brute ont atteint un niveau jamais égalé depuis 80 ans avec 534 millions de barils au 25 mars 2016.

⁵³ Dominique Dron et Didier Pillet, « **Prix bas du pétrole et crise financière internationale : un couple à hauts risques** ». Annales des Mines – Responsabilité et environnement. N° 83. Juillet2016/. p83. ISSN 1268-4783. Article accessible en ligne : <https://www.cairn.info/revue-responsabilite-et-environnement-2016-3-page-87.htm>

⁵⁴ <https://prixdubaril.com/comprendre-petrole-cours-industrie/3892-prix-du-petrole-brut-brent-depuis-1990.html>

Le contre-choc pétrolier de 2014-2016 a eu des effets mitigés pour certains pays comme la Chine est beaucoup plus massif pour les pays exportateurs de pétrole.

En Chine, deuxième importateur mondial, l'impact a été limité notamment parce que le géant asiatique dépend plus largement du charbon dans son mix-énergétique (65%) alors que chez les pays émergents importateurs la baisse des prix s'est peu diffusée aux ménages et à même permis de diminuer voire éliminer les subventions au carburant comme en Inde, en Egypte ou au Maroc.

Dans les pays exportateurs, le choc a été plus massif que prévu, au point de peser sur la conjoncture mondiale malgré la taille modeste de ces économies, plus de 70% d'entre elles ont vu leur croissance ralentir, la consommation et l'investissement public se sont souvent effondré comme en Russie, au Nigeria, en Angola, au Venezuela, la Lybie, l'Algérie... Quant aux pays les plus riches, ils ont pu s'appuyer sur leur confortable matelas de devises ou leurs fonds souverains.⁵⁵

I.3.2 La guerre commerciale et technologique sino-américaine

A la fin du 20^{ème} siècle, les dirigeants américains avaient cru trouver la clé de la prospérité en Chine, en termes plus clairs, ils croyaient « faire une bonne affaire ». Comment ?

Tout a commencé par le transfert des capitaux et des technologies américains. Le rôle de la Chine avait consisté à produire chez elle les produits manufacturés à bas coût qu'elle devait exporter en suite aux Etats-Unis, il s'en est suivi une délocalisation des multinationales américaines en Chine imitées en cela par leur concurrente européenne et japonaise. Jusque-là tout marcha pour un temps, d'autant que les Chinois placèrent une partie des gains retirés de leurs excédents commerciaux en bons du Trésor américains. La Chine devint ainsi le premier créancier des Etats-Unis. L'Amérique, forte de cette aubaine, y vit à tort une sorte d'allégeance de la Chine à son égard. C'était mal calculé, car la Chine poursuivant ses objectifs à longs termes, appliqua avec patience et persévérance sa stratégie des remontées des

⁵⁵ Marie de Vergès, « **Le contre-choc pétrolier de 2014-2016 n'a pas eu d'effet dopant sur la croissance mondiale** ». Journal Le Monde. Le 09 janvier 2018. Article disponible sur le site : https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/01/09/le-contre-choc-petrolier-de-2014-2016-n-a-pas-eu-d-effet-dopant-sur-la-croissance-mondiale_5239530_3234.html

produits de bas de gamme vers le haut, c'est-à-dire les produits de haut de gamme à forte valeur ajoutée et c'est ainsi qu'on l'espace d'une génération, la Chine commença à rivaliser avec les Etats-Unis dans la conception et la fabrication des biens de haute technologie.

Résultat ? L'élève commença à dépasser le maître, faisant de la Chine la Première puissance commerciale devant les Etats-Unis et l'Allemagne pour devenir en 2020 et pour la première fois, la première puissance économique mondiale avec 21.334,2 milliards de dollars contre seulement 20.837,3 milliards de dollars pour les Etats-Unis.⁵⁶

La guerre commerciale entre les USA et la Chine a commencé en 2018 et s'est transformé en guerre technologique en mai 2019 avec un décret interdisant les technologies chinoises (Huawei et ZTE) dans la mise en place de la 5G pour les entreprises américaines, ensuite s'est une guerre idéologique qui s'était mise en place car aux Etats-Unis comme en Europe ont pensé que le pays aller s'ouvrir et se démocratiser.

De plus, ce que l'on reproche à la Chine s'est d'avoir renforcé, par le biais d'internet, le contrôle et la surveillance des pays à profil concurrentiel. Par ailleurs, la ferme volonté américaine de se détacher de plus en plus de la Chine reste illusoire car ces deux pays restent extrêmement interdépendants. Les taxes sur les produits chinois mis en place par l'administration Trump ont tenté de rééquilibrer la balance commerciale mais ont aussi pénalisé les entreprises américaines qui importent les matériaux chinois. Les hostilités de Washington à l'égard de la Chine en imposant des taxes supplémentaires équivalentes à 250 milliards de dollars⁵⁷ ont amené la Chine à surtaxer réciproquement plus de 5078 de produits américains à hauteur de plus de 180 milliards de dollars.

Au final, ce sont les entreprises ou les consommateurs américains qui en subissent les conséquences. Selon Laurence Nardon et Mathild Veliet⁵⁸, les entreprises américaines ont en effet étaient contraintes d'absorber cette augmentation des coûts des tarifs douaniers (suite à une perte de 1700 milliards de dollars) en diminuant leur marge, ce qui se répercuta sur les

⁵⁶ Yves Perez, « **Rivalité Chine/États-Unis: «L'Amérique est en train de perdre le sceptre du monde»**. Journal Le Figaro. Le 13/10/2020. Article disponible sur : <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/rivalite-chine-etats-unis-l-amerique-est-en-train-de-perdre-le-sceptre-du-monde-20201013>

⁵⁷ ND, « **Guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine** ». Hebdomadaire l'Express. Disponible sur le site : https://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/guerre-commerciale-entre-les-etats-unis-et-la-chine_2095665.html

⁵⁸ Laurence Nardon, Mathilde Velliet, « **La guerre commerciale sino-américaine, quel bilan à l'issue de la présidence Trump ?** ». Centre de Recherche IFRI. Novembre 2020. p24.

salaires de leurs employés, le nombre d'emplois ou leurs éventuels ambitions d'expansions avec au final une augmentation des prix pour les consommateurs. La conséquence la plus visible de l'augmentation des droits de douane est la chute des échanges commerciaux entre les deux pays. En 2019, les Etats-Unis ont importé pour 485 milliards de dollars de biens chinois soit 12,5% de moins qu'en 2018, inversement les importations chinoises de biens américains ont diminués de 19,69% en 2019 (-25,5% pour les produits visés par les tarifs douaniers. (Voir tableau).

Tableau : Echange commerciaux sino-américains entre 2017-2019

		US imports from China			Chinese imports from the US		
		2017	2018	2019	2017	2018	2019
Non-tariffed products	import value	10.78	12.47	13.09	42.20	47.43	41.42
	perc change	--	15.69	4.99	--	12.41	-12.68
Tariffed products	import value	507.81	542.92	469.68	107.46	106.62	79.39
	perc change	--	6.91	-13.49	--	-0.78	-25.54
All products	import value	518.59	555.39	485.89	149.66	154.06	123.72
	perc change	--	7.10	-12.51	--	2.94	-19.69

Source : E. Bekker et S. Shroeter, « **An economic analysis of the US-China Trade Conflit** ». Staff Working Paper, Economic Research and Statistics Division of the World Trade Organization. 19 mars 2020.

Selon une étude de Moody's Analytics en septembre 2019, la guerre commerciale avait ainsi déjà fait perdre 300.000 emplois⁵⁹ à l'économie américaine à cette date. Le coût de cette guerre commerciale est estimé entre 0,3% et 0,7% du PIB américain et atteindrait 316 milliards de dollars d'ici fin 2020.⁶⁰

L'intention d'interdire visant Huawei et ZTE pourrait profiter aux entreprises US mais celles-ci sont trop à la traîne sur la technologie de la 5G. Voilà pourquoi dans le but d'entraver cette technologie de la 5G, les Etats-Unis font une forte pression sur l'Europe. Dans la continuité de faire barrage à ce projet, les Etats-Unis exercent des accords avec Taiwan dans le but de

⁵⁹ M. Zandi, J. Rogers et M. Cosma, « **Trade War Chicken : The tariffs and the damage done** ». Moody's Analytics. Septembre 2019. Article disponible sur : www.moodyanalytics.com

⁶⁰ S. Donnan et R. Pickert, « **Trump's China buying spree unlikely to cover trade war's costs** ». Bloomberg. 18 décembre 2019. Article disponible sur : www.bloomberg.com

faire ralentir l'accès de Pékin à la technologie des semi-conducteurs, indispensable pour les smartphones.⁶¹

Cette rivalité entre les deux pays s'était accentuée lorsque les Etats-Unis avaient voulu de faire endosser l'origine du Corona virus entre autres prétextes comme celui du bafouement des droits démocratiques du territoire autonome de Hong Kong.

Dans ce jeu « à qui remportera la victoire », tout en essayant d'éviter le volet politique même si celui-ci est intimement lié à « l'économique », la tension entre les deux pays selon Xavier Diaz⁶² ne faiblit pas puisque le Président des Etats-Unis a publié deux décrets interdisant aux entreprises américaines toute transaction avec les groupes chinois ByteDance⁶³. Les autorités américaines ont même enjoint ByteDance de vendre leurs activités américaines.

La Chine en position de défensive, a affirmé que ses entreprises opérant en territoire américain respectaient la loi et la régulation américaine et que les multiples péripéties de ce pays, en vue de nuire à l'économie chinoise, avait comme enjeu le leadership mondial dans la technologie. Les menaces toujours constantes à l'égard de la Chine se sont renforcées par un projet de régulation qui pourrait obliger les entreprises chinoises cotées aux Etats-Unis à se retirer de la bourse américaine si elles ne respectaient certaines règles d'audit d'ici 2022. Nous nous attendons à de futures représailles de la Chine.

A l'inverse des Etats-Unis, l'impact de la guerre commerciale sur la Chine a été plus modéré. En effet, celle-ci a pu compenser la baisse des exportations vers les Etats-Unis en augmentant ses ventes vers d'autres pays⁶⁴ ainsi, les exportations chinoises vers les pays de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ont augmenté de 38,5 milliards de dollars entre 2018 et 2019, et de 23,19 milliards vers l'Europe.⁶⁵ A la suite de l'importante diminution des

⁶¹ Antonin Marsac, « **Tensions entre les Etats-Unis et la Chine: la guerre commerciale devient technologique et idéologique** ». Institut Français des Relations Internationales (IFRI). Le 20 aout 2020. Article disponible sur le site : <https://www.ifri.org/fr/espace-media/lifri-medias/tensions-entre-etats-unis-chine-guerre-commerciale-devient-technologique>

⁶² Xavier Diaz, « **La tension remonte d'un cran entre les Etats-Unis et la Chine** ». Le Quotidien L'AGEFI. Le 10 aout 2020. Article disponible sur le site : <https://www.agefi.fr/asset-management/actualites/quotidien/20200810/tension-remonte-d-cran-entre-etats-unis-chine-303637>

⁶³ ByteDance est une entreprise chinoise de nouvelles technologies créée en 2012. Son siège est à Pékin. Elle organise des plateformes de distribution de contenus en s'appuyant sur l'apprentissage automatique.

⁶⁴ En Chine, la baisse des importations américaines a principalement touché les produits liés au pétrole et au charbon, les équipements électriques, les composants de machines, les produits agricoles et la nourriture transformée.

⁶⁵ Y. Huang, J. Smith, « **In US-China Trade war, new supply chains rattles markets** ». Carnegie Endowment For International Peace. 24 juin 2020. Article disponible sur le site : <https://carnegiendowment.org>

exportations de biens manufacturés et transformés à destination des Etats-Unis, la Chine a également réduits ses importations de composants (en provenance du Japon, de la Corée du Sud et de Taiwan), conduisant ainsi à une amélioration de la balance commerciale chinoise.

Conclusion du Chapitre I :

Cette guerre commerciale USA-Chine aura-t-elle un impact sur l'Algérie à l'instar des autres crises financières antérieures ?

Les Etats-Unis et la Chine, les deux superpuissances économiques, sont entrées de plain-pied dans une guerre commerciale considérée par cette dernière comme « la plus grande guerre commerciale de l'histoire économique ».

L'Algérie risque d'être affectée par cette guerre commerciale que se livrent ces deux grands pays. En effet, si les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine s'exacerbent, les prix du brut, libellés en dollars, vont être impactés surtout que les Etats-Unis non eu cesse de mettre la pression sur l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) pour augmenter sa production.

Derrière cette guerre commerciale se cache une autre guerre peut être plus dangereuse pour l'économie mondiale : une guerre monétaire. En effet, les parties prenantes de cette guerre commerciale activeront un des leviers de leur politique monétaire, en ayant recours à une dévaluation qui rend les produits plus compétitifs et favorisent les exportations.

Une guerre monétaire qui se manifeste le plus souvent par les variations du taux de change du dollar par rapport aux autres monnaies par lesquelles l'Algérie règle ses importations, notamment la monnaie unique, l'euro, risque d'affecter sévèrement l'économie du pays. La concrétisation des deux guerres, commerciale et monétaire, risque de faire perdre à l'Algérie des revenus qui proviennent des exportations des hydrocarbures.